

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 2 Calendrier syndical
- 3 L'UE à la loupe
- 5 Calendrier européen

Le chiffre du mois

Un million d'emplois perdus

D'après les dernières statistiques fournies par le patronat italien Confindustria, environ 800 000 emplois ont été perdus en Italie depuis le déclenchement de la crise en 2008. En raison des mesures d'austérité et de la persistance de la crise, 200 000 emplois supplémentaires risquent d'être supprimés en 2012. (Source: La Repubblica)

A noter



Cher(e)s lecteur(trice)s,

Le dernier Sommet européen de 2011 a débouché sur une Europe divisée et sur une décision en faveur d'un traité international visant à imposer un pacte budgétaire aux pays de l'UE. Cet accord cherche à appuyer les mesures d'austérité existantes en renforçant l'obligation pour les Etats membres de poursuivre des politiques fiscales donnant priorité à des règles économiques rigides à un moment où le taux de chômage est insupportablement élevé. Nous doutons sérieusement que cette approche produise l'effet escompté car rien n'a été concrètement entrepris pour promouvoir la croissance et les emplois décents. Le court-termisme des marchés semble une fois encore dicter notre avenir commun.

On nous dit que ces politiques doivent servir la compétitivité. Pour la Confédération européenne des syndicats (CES), il ne fait aucun doute que la compétitivité est un élément important d'une économie saine. Elle ne peut toutefois être atteinte au travers d'une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et d'un démantèlement des systèmes de protection sociale et des services publics. Selon la CES, l'Europe ne pourra rivaliser avec la Chine et les autres économies émergentes en utilisant de telles politiques rétrogrades ! Des alternatives pour une croissance durable existent et doivent représenter le changement.

Nous pensons en particulier que le temps est venu d'aborder certains des problèmes majeurs de la zone euro tels que la nécessité d'un « prêteur en dernier ressort » pour les gouvernements concernés, d'une taxe sur les transactions financières pour mettre fin au comportement irrationnel du secteur financier et d'euro-obligations. Ces lacunes doivent être comblées sans hésitation. Au même moment, les salaires, l'autonomie des partenaires sociaux et les droits syndicaux continuent à être en butte aux attaques. C'est inacceptable. Le mouvement syndical européen soutient la construction européenne mais ce soutien n'est pas inconditionnel. Un « pacte budgétaire » doit aller de pair avec un « contrat social » pour l'Europe, supposant équité et lutte contre les inégalités et pour l'emploi de qualité.

S'agissant du Conseil européen informel convoqué le 30 janvier pour évoquer les questions d'emplois et de croissance, nous demandons instamment à la Présidence danoise de l'UE et au Président du Conseil européen de nous consulter et de prendre en compte nos propositions et suggestions.

Meilleurs vœux pour cette Nouvelle Année.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale





[La CES en action]

RÉUNIONS MAJEURES

Comité exécutif de la CES

07-08/12/11 - Le Comité exécutif de la CES s'est réuni à Bruxelles. La crise économique et sociale a été le sujet principal des débats. Le Comité exécutif a adressé un [message urgent au Conseil européen des 8-9 décembre concernant les discussions sur les changements du traité de Lisbonne](#). Il a été souligné que ces changements doivent respecter un processus démocratique. De même, **le Comité exécutif a demandé des mesures pour promouvoir la croissance et l'emploi**. Des résolutions sur la protection des droits fondamentaux et le détachement des travailleurs, la responsabilité sociale de l'entreprise, la nouvelle stratégie européenne en matière de santé et sécurité, ainsi que le renforcement de des droits de participation des travailleurs ont été adoptées. Une déclaration sur « 2012 - Année européenne du vieillissement actif » a été également adoptée.

CAMPAGNES

« 12 by 12 » - La CES se joint à la Campagne mondiale en faveur du travail décent pour les travailleurs et travailleuses domestiques



19/12/2011 - Des centaines de travailleurs et travailleuses domestiques ont [nettoyé symboliquement la place devant le Parlement européen](#) à Bruxelles. Cette initiative a été le coup d'envoi de la **campagne mondiale « 12 by 12 »** menée par la Confédération syndicale internationale (CSI) en partenariat avec la CES, le Réseau international des travailleurs et travailleuses domestiques (IDWN) ainsi que plusieurs syndicats et ONG nationaux qui luttent pour les droits des femmes et des migrants. **L'objectif de cette campagne est de voir les 12 premiers pays voter des lois correctes en faveur des travailleurs et travailleuses domestiques** et ratifier la Convention C189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques en 2012. Ces travailleurs et travailleuses revendiquent un jour de congé par semaine, un salaire minimum, des journées de 8 heures, le droit de se syndiquer, une protection contre l'exploitation et les abus, une protection sociale et la réglementation des bureaux de placement.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9427>

[Calendrier syndical]

Décembre 2011 - Janvier 2012

06/12/2011	Assemblée générale du Conseil régional paneuropéen (CRPE)	
07/12/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
07/12/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
07-08/12/2011	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	
18/01/2012	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
25/01/2012	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
26-28/01/2012	Congrès de la CGTP-IN (Lisbonne)	Plus d'informations



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Le « sommet de la dernière chance » a entraîné une fracture au sein de l'UE et davantage d'austérité

09/12/11 – En raison de l'opposition du gouvernement britannique à un compromis unanime, le dernier Sommet européen a débouché sur un accord intergouvernemental à 26. Selon la CES, **cet accord, connu sous le nom de « pacte budgétaire », provoque une division majeure au sein de l'Union européenne**, dont l'intégrité risque d'être minée. De plus, les trois composantes de ce pacte budgétaire, à savoir « davantage de discipline budgétaire, davantage de sanctions automatiques et une surveillance plus stricte », confirment la mise en place d'une **nouvelle « règle d'or » en Europe : l'austérité**. **Contrairement à la demande de la CES, aucune mesure n'a été prise pour promouvoir la croissance durable et l'emploi.** « **L'Europe a besoin d'un contrat social, garantissant la non-intervention de l'UE dans les mécanismes de fixation des salaires, l'autonomie des partenaires sociaux, la protection et la promotion de notre modèle social. La CES exigera qu'un protocole de progrès social soit inclus dans toute révision du Traité ou dans un éventuel nouveau Traité** » a déclaré Bernadette Ségol.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9392>

La CES dresse un bilan très mitigé de la Conférence de Durban sur le climat

13/12/11 – La CES a dressé un bilan très mitigé de la Conférence de Durban sur le climat. Selon le mouvement syndical européen, **l'accord de Durban a sauvé temporairement le processus du multilatéralisme, mais les mesures pour limiter le réchauffement climatique, à maximum 2°C, n'ont pas encore été définies.** Face à cette situation, la CES appelle l'Europe à adopter rapidement « un nouveau deal durable » encourageant les investissements devant mener à une économie bas carbone créatrice d'emplois de qualité.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9394>

Santé et sécurité : la crise ne peut représenter une excuse pour réduire la protection des travailleurs

13/12/11 – Réunis à Cracovie pour débattre de la stratégie européenne en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail, **plus de 100 syndicalistes européens ont lancé un vibrant appel en faveur d'une nouvelle stratégie dans ce domaine.** Une série de revendications portant sur le **renforcement des structures de prévention**, la participation des travailleurs et **la prise en compte de l'impact à long terme sur la santé des produits chimiques et des substances dangereuses**, des troubles musculo-squelettiques et des risques psycho-sociaux a été formulée. La CES a appelé les députés européens à soutenir ces revendications reprises dans le rapport de Karima Delli à l'occasion du vote en séance plénière au Parlement européen le 14 décembre.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9398>



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Le renforcement des droits de participation des travailleurs et l'inclusion sociale sont nécessaires pour contrer la crise

06/12/11 - Lors d'une table ronde consacrée aux mesures anticrise, organisée en marge du Congrès du Parti populaire européen (PPE), Claudia Menne, Secrétaire Confédérale de la CES, a **plaidé en faveur du renforcement de l'inclusion sociale et des droits de participation des travailleurs**. Pour la CES, la crise est utilisée pour remettre en cause le modèle social européen et attaquer les droits des travailleurs et des syndicats. « *L'austérité n'a pas ouvert la voie à une sortie de crise. Au contraire, le chômage augmente et les inégalités continuent à se creuser. Si l'intégration européenne continue à être perçue comme une atteinte à l'Europe sociale, le risque de rejet anti-européen constituera une réelle menace* » a-t-elle déclaré.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9382>

La déréglementation menace la santé et la sécurité des travailleurs

02/12/11 - [La CES a écrit aux chefs d'État et de gouvernement de l'UE](#) pour leur faire part de **ses vives préoccupations concernant le rapport de la Commission européenne sur « L'allègement des charges imposées aux petites et moyennes entreprises (PME) par la réglementation »**, qui était à l'ordre du jour du Conseil européen des 8-9 décembre. Pour la CES, cette déréglementation constitue une **menace pour la santé et la sécurité des travailleurs**. De plus, toute révision de la législation concernant l'emploi et la politique sociale doit **impliquer les partenaires sociaux**.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9372>

Pour tendre vers une Europe utilisant plus efficacement les ressources, il faut impliquer les travailleurs

16/12/11 - La CES a examiné à l'avance le projet de conclusions du Conseil Environnement du 19 décembre consacré à **l'adoption de la feuille de route vers une Europe efficace en ressources**. Pour la CES, si des éléments positifs sont à souligner, des lacunes fondamentales doivent toutefois être corrigées. En ce contexte, **la CES demande à l'UE d'adopter un "nouveau Deal durable pour l'Europe"**, impliquant des investissements massifs devant permettre de tendre vers une société bas carbone efficace en énergie. Selon le mouvement syndical, **il est tout aussi important d'assurer une transition juste pour les travailleurs, permettant de maintenir et de créer des emplois de qualité**.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9436>



Calendrier de l'Union européenne

Novembre – Décembre 2011

30/11-01/12/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
01/12/2011	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Plus d'informations
01-02/12/2011	Conseil Emploi et affaires sociales (Bruxelles)	Plus d'informations
05/12/2011	Conseil Affaires générales (Bruxelles)	Plus d'informations
05-06/12/2011	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	Plus d'informations
07-08/12/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
09/12/2011	Conseil européen (Bruxelles)	Plus d'informations
12-15/12/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
13-14/12/2011	Conseil Justice et affaires intérieures (Bruxelles)	Plus d'informations
19/12/2011	Conseil Environnement (Bruxelles)	Plus d'informations
16-19/01/2012	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
18-19/01/2012	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
23/01/2012	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Plus d'informations
24/01/2012	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
26-27/01/2012	Réunion informelle des ministres des affaires intérieures (Copenhague)	Plus d'informations
30/01/2012	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Plus d'informations
30/01/2012	Réunion informelle du Conseil européen (Bruxelles)	
31/01/2012	Conseil Affaires générales (Bruxelles)	Plus d'informations

Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: **Bernadette Ségol** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !